

Il est urgent de s'interroger sur les prochains conflits de civilisation et guerres.

La planète cannibale

par **ZAKI LAÏDI**

La première salve des frappes américaines s'est faite entendre avec, pour une fois, un constat relativement partagé: personne ne peut s'étonner qu'un Etat, et encore moins le plus puissant, ne puisse rester sans réagir à une telle offense, personne n' imagine que ces frappes puissent être décisives. Dans le monde d'hier, la guerre violente et cruelle finissait par clarifier les choses. Dans le monde de l'après-11 septembre, la guerre épaissit les problèmes, même si la riposte paraît somme toute parfaitement légitime.

Sans anticiper sur la suite, il est d'ores et déjà possible de tirer deux enseignements de cette crise aux effets en chaîne considérables. Le premier a trait à la rupture qu'introduit le 11 septembre dans l'ordre mondial. Le second au caractère apparemment civilisationnel du conflit entre l'Islam et l'Occident.

Sur le premier point, un fait s'impose à nous. Le 11 septembre marque la fin de la période de transition mondiale ouverte par la chute du mur de Berlin en novembre 1989. Certes, depuis la fin de la guerre du Golfe, on a pu mesurer les illusions d'un nouvel ordre mondial bâti sur les ruines de l'effondrement soviétique. Mais l'explosion de la violence non étatique le 11 septembre nous a fait changer d'échelle. Désormais, ce n'est plus d'un système international dont il faut parler mais d'un système social mondial, où l'armature des Etats cohabite aux côtés de celle du marché et des acteurs en réseau de la société non étatique. Ces acteurs nourrissent entre eux des rapports de plus en plus nombreux, de plus en plus violents. L'interdépendance stimule la violence car aucun acteur ne peut pousser la logique de sa propre action jusqu'au bout car, en définitive, le coût en serait trop élevé. Les Etats-Unis veulent lutter contre les centres nerveux du terrorisme financier islamiste, mais ils omettent scrupuleusement dans leur première liste noire de mettre en cause la moindre fondation saoudienne. Ainsi l'allié apparemment le plus solide des Etats-Unis dans le monde arabe – l'Arabie Saoudite – est probablement celui qui est le plus proche du réseau Ben Laden. Les dénégations officielles ne changeront rien à cette réalité trop complexe pour être clarifiée du jour au lendemain.

Les acteurs du marché sont probablement prêts à prendre leur part à la lutte antiterroriste, mais hésiteront à aller vers une transparence qui les découvrirait trop. Les réseaux terroristes vouent l'Amérique aux gémonies mais se serviront sans vergogne de son système financier et de ses libertés pour se renforcer. La tragédie de l'Amérique est de croire que l'équation du monde est soluble dans la «démocratie de marché» au moment où ceux qui la combattent usent à leur avantage des ressources que celle-ci leur ouvre.

Mais dans ce système social mondial où les acteurs s'efforcent à la fois de se cannibaliser tout en coopérant, le «style» des rapports mondiaux sera donc de plus en plus baroque. On aura les Etats les plus puissants contre les Etats les plus faibles, des Etats contre des réseaux, mais aussi des logiques tribales ou classiques, parfaitement en phase avec des logiques financières sophistiquées, des structures lourdes contre des logiques fluides et floues. Ce n'est pas du tout jihad *versus* McWorld, mais bien jihad in McWorld.

Aujourd'hui, c'est au travers du «terrorisme islamiste» que se polarise cette nouvelle dynamique sociale mondiale. Mais il est bien évident qu'il n'est que l'expression avant-gardiste d'autres «dérèglements» que l'on aura d'ailleurs du mal à qualifier comme tels tant ils sont potentiellement nombreux. Les guerres à venir porteront probablement sur la drogue, les migrations clandestines et l'environnement avec, comme toujours, l'impossibilité de ne pas réagir – y compris par la force – et l'impossibilité de régler ces problèmes par la seule force. On aura en permanence à penser la réalité d'un monde où le marchand d'esclaves et le trafiquant de drogue seront étroitement liés à celui qui veut fuir la misère en tentant sa chance à l'étranger. Les *pateras* marocaines sur lesquelles la marine espagnole tire à vue préfigurent les guerres migratoires.

Ainsi l'axe de fracture Nord-Sud deviendra de plus en plus la principale ligne de clivage mondial. Mais la difficulté à combler ce fossé vient probablement du fait que, plus que jamais, les responsabilités de cet écart mondial sont et seront de plus en plus partagées entre un Nord égoïste et des élites du Sud démesurément avides. Face à cette nouvelle donne, la tentation est naturellement grande d'espérer voir se développer un cercle vertueux qui conduirait à régler le problème israélo-palestinien pour apaiser les Arabes, de réguler l'économie mondiale pour éviter l'aggravation des déséquilibres, de réhabiliter l'Etat pour garantir la sécurité. Disons-le tout net, ce cartésianisme d'état-major paraît bien naïf. Les dynamiques sont à la fois autonomes, complexes et enchevêtrées. Ce que l'on parviendra à faire, au mieux, ce sera de s'accorder des répités en construisant des archipels de gouvernance ou, si l'on préfère, des îlots de régulation. C'est pour cela qu'il faut impérativement intégrer la politique américaine dans un cadre onusien, qu'elle méprisait jusque-là, rechercher une meilleure régulation commerciale et construire l'Europe. L'urgence n'est donc pas à

une grande refonte des rapports mondiaux, mais à la mise en œuvre de processus partiels d'insta-

bilité contrôlée. Ne nous payons pas de mots. Les premiers tests décisifs de la capacité de la communauté internationale à tirer les enseignements de cette crise sont au nombre de deux :

– le premier sera de faire revenir les Etats-Unis dans le jeu multilatéral, dont ils mesurent l'importance dans un monde globalisé.

– Le second concernera la capacité réelle à démanteler les réseaux financiers terroristes. Sur ces deux plans, rien n'est acquis.

La seconde leçon concerne la nature civilisationnelle du conflit. Commençons, tout d'abord, par écarter les interprétations culturalistes agressives ou lénifiantes qui voudraient nous faire croire que l'islam serait au fond bon mais dévoyé ou, qu'à l'inverse, il serait fondamentalement violent. En réalité, nous savons fort bien qu'au même titre que les autres religions, l'islam peut se prêter à toutes les lectures politiques possibles. Ceci étant, ce sont les forces les plus radicales qui occupent le devant de la scène. Certes, l'exemple de l'Iran montre que ce rapport de forces n'est pas immuable. Et que, confrontées aux contraintes du pouvoir d'Etat, ces forces s'aliènent les soutiens qu'elles avaient au départ. Mais la thèse inverse qui voudrait identifier ces mouvements à un petit noyau d'extrémistes imposant sa loi à une masse paisible relève d'un orientalisme désuet. En réalité, le radicalisme islamiste s'apparente à un mouvement totalitaire, porteur d'un ordre nouveau fondé sur des valeurs ultra-conservatrices mais

disposant d'une base sociale puissante composée de déclassés. Cette base sociale est d'autant plus forte que l'échec politique des régimes arabo-musulmans est à peu près total et que la plupart des réponses à l'islamisme d'en bas passent par un mélange de répression et d'islamisation par le haut et non par la création d'un espace public. Cette idée de déclassement du monde musulman est centrale. Dans l'imaginaire musulman, le fait d'appartenir à un ensemble civilisationnel puissant qui rivalisa, et parfois dépassa, l'Occident est essentiel. Si ce fait historique, remontant à plus de dix siècles, n'avait pas existé, l'islamisme n'aurait probablement pas cette force auratique. Certes, en dix siècles, ce sentiment de déclassement a été sublimé. Et on peut dire que le nationalisme a été la dernière source de sublimation de ce déclassement. Au Maghreb par exemple, le nationalisme s'est beaucoup inspiré du kémalisme qui avait pourtant aboli

le califat. Mais le travail d'interprétation historique n'a jamais été réellement effectué. Le passé est resté pétrifié. Les islamistes proposent donc un raccourci politique. Ils invitent leurs coreligionnaires à retrouver cette grandeur en revenant à la tradition. La faillite des Etats-nations a ainsi ouvert la voie à cette réactivation de l'imaginaire musulman. Et c'est en cela que la guerre d'Afghanistan fut si importante pour l'islamisme. D'une part, parce qu'elle lui permettait de nourrir l'imaginaire musulman d'une victoire sur l'Occident – représenté par l'Union soviétique. D'autre part, parce qu'elle sanctionnait, à travers l'effondrement de l'URSS, une certaine forme moderne d'Etat-nation.

Mais cette réactivation de l'imaginaire musulman s'accompagne d'un blocage persistant : celui d'une difficulté à penser la modernité islamique, difficulté systématiquement contournée par la diabolisation de l'Autre : l'Occident, Israël ou les deux à la fois. L'absence d'espace public a naturellement accentué cette névrose identitaire. Le fantastique paradoxe vient du fait que le débat sur l'islam est un débat interdit dans la plupart des pays musulmans, à l'exception peut-être de l'Iran. C'est ce qui explique d'ailleurs pourquoi Londres est devenu la capitale mondiale de l'islamisme. Du coup, même si le monde musulman est loin d'être le seul espace à surévaluer la responsabilité de l'Autre dans sa propre histoire, il continue à être dominé par des forces qui s'acharnent à placer l'Occident au cœur de ses tourments, précisément parce que l'absence d'espace public ne permet ni de les évoquer ni d'en débattre.

C'est là que la blessure palestinienne prend toute son importance. Il est incontestable que l'alignement excessif des Etats-Unis sur Israël, que Bill Clinton avait d'ailleurs tenté de corriger malgré les pressions féroces du Congrès, cristallise le ressentiment musulman. Mais l'interprétation de l'islamisme par ce seul facteur n'est pas soutenable. Aucune crise profonde du type de celle que connaissent les sociétés musulmanes ne peut s'expliquer par la non-satisfaction d'une revendication au demeurant légitime. Naturellement, le règlement du problème palestinien peut politiquement se révéler payant pour l'Amérique. Mais le problème est plus profond. La question islamiste est avant tout une question propre au monde musulman et non l'expression d'un conflit des civilisations. Cela n'est en soi pas plus rassurant et n'exonère pas pour autant le Nord de ses propres responsabilités ●

Zaki Laidi est chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri).

A paraître : «*la Gauche à venir. Politique et mondialisation*», aux éditions de l'Aube.